

NOTE EXPLICATIVE

DANS LE CADRE D'UN RECOURS ADMINISTRATIF PREALABLE OBLIGATOIRE

Restauration morphologique et fonctionnelle de la Gère à Eyzin-Pinet

Décision n° 2018-ARA-DP-01258

10/07/2018

Préambule

Le choix de la réalisation du projet de restauration de la Gère à Eyzin-Pinet sur ce secteur en amont du hameau chez Durieu est issu du résultat d'une étude globale de restauration morpho-écologique à l'échelle de l'ensemble du bassin versant des 4 vallées. Cette étude a conduit à identifier plusieurs secteurs prioritaires. Leur restauration doit apporter un gain écologique à l'ensemble du cours d'eau de la Gère. Il s'agit du tronçon le plus en amont concerné par ces travaux de restauration. 4 autres sections de la Gère sont concernées par un projet de travaux de restauration écologique. Un marché de maîtrise d'œuvre concernant ces 4 tronçons sera lancé en 2018.

La fiche opération du contrat de rivière B2-1-1 ne visait que la suppression des contraintes latérales. En 2016, nous avons lancé un marché de maîtrise d'œuvre concernant 5 projets de restauration morpho-écologique. Si ces travaux répondent à des enjeux hydrauliques et écologiques prioritaires sur le territoire et ont été validés dans le Contrat de rivière, il reste néanmoins que la diversité des acteurs concernés fait naître des intérêts particuliers, propres à chacun. Dans ce cadre, le Syndicat Rivières des 4 Vallées a souhaité initier une démarche de concertation pour s'assurer de la prise en compte de l'avis de l'ensemble des parties prenantes au projet. Ainsi, une méthodologie participative a été définie afin de permettre de construire chacun des avant-projets (AVP) en mutualisant les savoirs de tous. Si la décision finale a relevé seulement du maître d'ouvrage, tout a été mis en œuvre pour que celle-ci corresponde aux contributions et que le projet soit le plus consensuel possible. Le cas échéant les ajustements ont été explicités et argumentés auprès des participants.

La démarche participative pour ce projet s'est déroulée en 5 ateliers participatifs suivis d'une plénière de restitution des résultats. Un total de 23 personnes a pris part au processus soit 10 institutionnels et 13 riverains. 16 attentes différentes ont pu être identifiées, le projet final a permis d'en satisfaire pleinement 10. La démarche a permis de rassurer pleinement les différents acteurs face à leur crainte. Le processus participatif a amené le projet vers une évolution beaucoup plus ambitieuse en terme de reconquête de bon état et de l'espace alluvial de bon fonctionnement que ceux visés initialement. Les riverains ont complètement intégré le projet et la négociation foncière est grandement facilitée. Il s'agit d'un projet ambitieux à vocation écologique et accepté socialement.

Sur la base des données à disposition, des éléments de diagnostic, des spécificités et caractéristiques du tronçon de cours d'eau considéré, puis des attentes et recommandations issues du processus de concertation, le projet retenu nécessite la création d'un nouveau lit de la Gère. Il sera mis en scène (terrassé) selon une légère sinuosité en tracé dans la recherche d'un profil en long conforme aux caractéristiques de la vallée (0.85%). Le nouveau lit présentera généralement une largeur à plein bord de 5 à 6 m, c'est à dire acceptant, à maxima, une crue d'occurrence biennale (Q2), alors que la zone de fonctionnement présentera une largeur de 40 à 60 m selon les secteurs.

Le montant des travaux prévu initialement était de 96 000 € TTC. Le montant des travaux est estimé après concertation à 625 000 € TTC pour 750 m de rivière restaurée. Le montant comprend la création d'une passerelle piétonne sous financement Vienne Condrieu Agglomération.

Historiquement, des ouvrages tels que les enrochements de berges ou les digues ont été installés dans le but de protéger les enjeux agricoles présents. Bien que nécessaires sur le moment, ces réalisations ont entraîné, à terme, des altérations pour la rivière et également pour les biens et les personnes. Les modifications réalisées sur la Gère (recalibrage, mise en place de digues ou d'enrochements, ...) ont été réalisées antérieurement à la réglementation Loi sur l'eau et n'a donc pas fait l'objet d'une autorisation à ce titre.

Le cadrage réglementaire préalable réalisé entre le syndicat rivières des 4 vallées et la Direction Départementale des Territoires de l'Isère (DDT38) a permis de conclure que la réalisation des travaux de restauration permettra un retour à l'état initial du cours d'eau. Le projet devra faire l'objet :

- d'une reconnaissance d'antériorité au titre de la loi sur l'eau pour permettre l'autorisation a posteriori des travaux de rectifications historiques réalisés sur les deux sections et concernés par les rubriques 3.1.2.0 et 3.1.5.0 avant l'existence de la réglementation Loi sur l'Eau (avant 1992).
- la réalisation d'un porter à connaissance pour les travaux de restauration de la Gère et permettant un retour à l'état initial.

Le projet fera également l'objet d'une Déclaration d'Intérêt Générale (DIG) de type Warsmann.

Eléments pour un recours à la décision de l'Autorité Environnementale

✔ Point 1

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique 10) installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Le projet relevant de la rubrique susmentionnée est bien susceptible de faire l'objet d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas au titre de l'annexe à l'article R.122.2 du Code de l'environnement. Néanmoins, il s'agit de restaurer un état de naturalité existant avant 1970 et il ne s'agit en aucun cas d'une artificialisation du milieu, puisqu'au contraire le projet vise à redonner au cours de la Gère en cet endroit un espace de mobilité.

✔ Point 2

Considérant que le dossier déposé ne permet pas d'évaluer les volumes de déblais réalisés ni de remblais mis en œuvre, ni l'importance des déboisements et plantations et qu'en outre les vues paysagères présentes dans le dossier (photos n°1 et 2) datent de février 2010 et ne donnent pas une vision actuelle du site ;

Les éléments d'avant-projet permettent d'estimer les quantitatifs du projet, à savoir :

TERRASSEMENT EN DEBLAI

prélèvement de matériaux alluvionnaires	1 200 m3
décapage préalable des sols	2 400 m3
mise en forme du nouveau lit	9 600 m3
diversification physique du site	300 m3

TERRASSEMENT EN REMBLAI

pour comblement de l'ancien lit de la Gère	4 300 m3
recapage de matériaux gravo-terreux	2 400 m3
mise en place de matériaux alluvionnaires	1 200 m3

Les travaux de mise en forme du lit sont les travaux de terrassement permettant de redonner à la rivière un profil de pente de berge naturelle, **après enlèvement des enrochements de stabilisation de berge existants**. Il s'agit bien de renaturer : redonner une naturalité aux berges qui ont été rectifiées/reprofilées dans les années 1970.

Vraisemblablement le projet sera excédentaire en matériaux et l'équilibre entre les volumes de déblais et volume de remblais ne pourront être tenu par la seule part des matériaux d'endiguement (blocs d'enrochement) obtenus lors du chantier. L'ambition est bien de minimiser l'exportation des matériaux obtenus par déblais pour la partie des matériaux alluvionnaires utiles à la rivière, les matériaux les moins grossiers (argileux) seront eux, évacués du site.

Les travaux de prélèvement des matériaux alluvionnaires en vue de leur réemploi s'entendent dans un lit sans eau et pour la fraction granulométrique habituellement rencontrée sur la Gère (intervention visant à fournir de manière immédiate un substrat biogène).

Les travaux de décapage préalable (puis la remise en place des matériaux décapés sur les terrassements réalisés à la fin : le recapage ou nappage) visent à préserver la fertilité des sols en assurant que les matériaux fertiles (sols fertiles terreux) ne soient pas mélangés avec les autres couches de sols (notamment sols profonds peu fertile). Sur les emprises du futur tracé, les sols fertiles seront donc réemployés.

Les travaux de « comblement » de l'ancien lit sont effectués après prélèvement des substrats et dans les seuls secteurs où l'équilibre dynamique du profil en long nécessite que les fonds soient réhaussés. Les substrats sont ensuite réemployés. Les tronçons où il n'est pas nécessaire de remettre en cause le lit existant sont conservés. Il ne s'agit pas d'un comblement à proprement parlé du cours d'eau, mais d'un rehaussement des fonds de certains tronçons. Les matériaux les plus grossiers seront privilégiés.

Pour ce qui concerne les déboisements puis les plantations, les quantitatifs estimés au stade de l'Avant-projet sont les suivants :

FAUCHAGE /DEBROUSSAILLAGE	14 400 m ²
LIBERATION DES EMPRISES	4 900 m ²
GESTION DIFFERENCIEE DE BOISEMENTS	4 000 m ²
MISE EN PLACE DE BOUTURES DE SAULES	300 U
MISE EN PLACE DE PIEUX DE SAULES	300 U
PLANTATION D'ARBUSTES	1 000 U
ENSEMENCEMENTS	22 500 m ²

La mise en place des massifs ainsi que les densités des sujets ligneux envisagées (pieux et boutures de saules puis arbustes) visent non seulement à maintenir un ombrage sur le cours d'eau mais également permettent l'installation des structures de caches et d'abris pour la faune aquatique et terrestre puis assurer le maintien d'un continuum biologique.

Est comptabilisée par précaution comme surface à faucher /débroussailler la totalité des emprises du futur cours d'eau correspondant également à des surfaces de grandes cultures qui sont susceptibles d'être remises en cause et délaissées avant les travaux donc en friche herbacée.

La libération des emprises correspond à des interventions d'élimination des arbres et arbustes uniquement sur les emprises des terrassements. Une partie des arbres concernés sont des peupliers. Une partie des arbres en bordure du cours d'eau seront conservés et autant que faire se peut, pas les peupliers.

Les espèces des mélanges grainiers sont indigènes et adaptées comme les espèces ligneuses envisagées dans les massifs.

Enfin, les images transmises dont la vocation est de permettre une vue générale pour faciliter la compréhension du projet, ont été volontairement extraites des banques de données existantes de manière à privilégier des vues en période hivernale (pour permettre une entière lisibilité compte tenu de l'absence de feuilles sur les arbres et arbustes) puis parce qu'elles reflètent la situation actuelle (même si la date de prise de vue peuvent être ancienne pour deux d'entre elles (2010) les autres étant plus récentes (2016 et 2017), le site n'ayant pas évolué.

✔ Point 3

Considérant la localisation du projet au sein de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II nommé « ensemble fonctionnel formé par la Gère et ses affluents » ;

Considérant que cette zone présente des enjeux écologiques forts en lien avec la faune aquatique et faunistique (zone de passage, d'échange, d'alimentation et de production, d'étapes migratoires) ;

Considérant l'absence d'inventaire habitat/faune/flore dans le dossier permettant de caractériser les enjeux de protection des espèces, notamment en phase travaux ;

Les particularités écologiques de la Gère à cet endroit sont prises en compte pour la définition / conception du projet. Une expertise faune flore a été effectuée (jointe en annexe) et les conclusions sont les suivantes :

« Au regard des premières prospections menées, il apparaît que le tronçon de la Gère considéré ne présente pas d'intérêt écologique majeur. La principale raison est liée à la faible diversité morphologique de la rivière en ce secteur et, de fait, au manque de diversité des habitats. Parce que la ripisylve en place présente potentiellement un enjeu pour l'accueil d'une avifaune patrimoniale, la période de réalisation des travaux devra nécessairement se situer en dehors de la période de nidification et de migration des espèces. Néanmoins, les interventions futures ne devraient pas être vectrices d'atteinte aux individus potentiellement présents, capables, eux-mêmes, de fuir rapidement en cas de dérangement.

In fine, c'est avant tout une attention particulière à la non dissémination des espèces invasives en place, et en particulier de l'*Impatiens de balfour* présente sur site que l'entrepreneur devra porter, puisque cette espèce est la première à coloniser les zones pionnières et atterrissements issus de l'activité morphogène de la rivière.

Enfin, et sur la base des constats conduits, il apparaît évident que l'activité céréalière contiguë au lit de la rivière et les intrants qui lui sont associés expliquent, pour une bonne part, l'abondance des espèces eutrophes sur site. »

Bien entendu les mesures envisagées seront précisées dans le dossier loi sur l'eau : il s'agit d'intervenir en période favorable pour les espèces (oiseaux, batraciens, poissons, etc...) en jouant à la fois sur les modalités d'intervention entre chaque tâche (abattage, terrassement, plantations...) mais aussi au sein de chaque tâche par la succession des étapes nécessaires en ménageant par exemple les possibilités d'une migration passive.

✔ Point 4

Considérant que les mesures annoncées dans le dossier qui seront prises notamment en phase travaux ne permettent pas de conclure à l'absence d'incidences sur les milieux naturels ;

Considérant qu'au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet justifie la réalisation d'une évaluation environnementale.

Le projet vise la restauration hydro-écologique de la Gère par la création d'un nouveau tracé de la rivière dont la longueur développée sera plus importante qu'avant travaux. La remise en état du cours d'eau est associée à la réalisation de zones humides connexes, et à l'amélioration de leurs fonctionnalités ainsi que des échanges avec le cours d'eau. Le nouveau lit présentera un profil renaturé qui se rapprochera du lit tel qu'il devait exister avant aménagements par l'homme. Le projet prévoit l'augmentation de la superficie en zones humides connexes sur le tronçon d'étude.

Le nouveau cours d'eau présentera un profil dissymétrique du fond de lit qui sera mis en œuvre afin d'avoir un chenal préférentiel couplé à un espace de mobilité naturelle permettant d'ajuster l'hydromorphologie en fonction des débits liquide et solide.

Le projet prévoit l'implantation d'une végétalisation adaptée, la réalisation d'aménagements de diversification des habitats piscicoles ainsi que la mise en œuvre de matériaux alluvionnaires dans le fond du nouveau lit. Ces aménagements auront donc pour effet d'améliorer la diversité physique et la dynamique du cours d'eau au niveau des zones de reproduction, d'alimentation et de croissance de la faune piscicole.

Ainsi, il contribuera par ses composantes physiques à renforcer la pérennité et les fonctionnalités de la ZNIEFF de type II citée ci-avant.

Sur le tronçon d'étude, on note notamment l'omniprésence de l'Impatiens de Balfour, végétal au caractère invasif. Des mesures permettant de limiter les risques de dissémination de cette espèce seront mises en œuvre. Il s'agira ou de procéder à un repérage des foyers existants, de limiter le déplacement de matériaux gravo-terreux contaminés lors des opérations de terrassement, et d'envisager la végétalisation rapide des sols susceptibles de manière à concurrencer cette espèce pionnière invasive.

Durant la phase de travaux, l'aménagement du nouveau lit sera accompagné de toutes les mesures nécessaires pour éviter le relargage des matières fines pouvant entraîner des phénomènes de colmatage dans le cours d'eau en aval.

Les travaux seront réalisés en fin d'été pour les travaux forestier, puis en automne pour le reste des travaux, soit en période de basses eaux, et hors saisons de reproduction ou de migration des espèces piscicoles.

Dans un premier temps, un balisage de la circulation des engins sera effectué, puis une première phase de travaux consistera à libérer les emprises par des travaux forestiers.

Après une pêche électrique de sauvegarde puis une dérivation des eaux accompagnée de dispositifs provisoires permettront de travailler hors d'eau et de réaliser les terrassements du nouveau lit de la rivière. Ils seront réalisés par tronçon en veillant à conserver un « bouchon » de matériaux gravo-terreux ou un batardeau amont pour chaque tronçon recréé. Les déblais issus de ces terrassements seront stockés sur place et mis en attente pour permettre le rehaussement des fonds en certains endroits. Une attention particulière sera apportée à la séparation des matériaux (alluvionnaires, fertiles...) en vue de leur réemploi sur site. Les matériaux excédentaires seront évacués.

Ensuite les opérations de végétalisation et de mise en place des équipements annexes seront envisagées (passerelle,...).

La durée de chantier sera de 12 à 14 semaines.

Afin de favoriser la protection des eaux et des espèces piscicoles, une attention toute particulière sera portée au phasage des interventions.

Le phasage envisagé pour les travaux est le suivant :

- Libération des emprises par des travaux forestiers
- Création d'une dérivation des eaux et ouvrages provisoires, pêche de sauvegarde

- Terrassement du nouveau lit par tronçon et mise en scène du lit vif et des abords
- Mise en eau du nouveau lit
- Végétalisation et mise en place des équipements annexes

Toutes les précautions seront prises afin de ne générer aucune pollution des eaux superficielles ou souterraines par rejet d'huiles, d'hydrocarbures ou autres substances toxiques.

L'utilisation des engins en bon état d'entretien sera requise et les rejets sur le site (vidanges,...) seront interdits. Les entreprises intervenant sur le chantier seront sensibilisées, et leurs contraintes et engagements seront inscrits au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE). Les éventuelles aires d'entretien, de stationnement, de ravitaillement en carburant des engins de chantier et les zones de stockage de produits et déchets dangereux seront aménagées sur des surfaces imperméabilisées et disposant d'un système de collecte et de traitement des eaux avant rejet dans le milieu naturel ou cours d'eau. Ces zones seront le plus éloigné possible des secteurs sensibles (berges du cours d'eau), évitant tout rejet d'effluents polluants directement dans le milieu naturel.

Les lieux et stockage du matériel et des engins affectés au chantier seront définis précisément sur le site et en présence des partenaires institutionnels (services de l'eau et de la pêche) lors de la première réunion de chantier. Les sites choisis dépendront notamment de la nature réelle du matériel nécessitant d'être stocké sur place (matériaux inertes, engins,), lui-même fonction de la plus ou moins grande proximité du siège de l'entreprise mandataire, des conditions d'approvisionnement du chantier. Le site devra également être hors du lit de la rivière avant débordement. En ce qui concerne les engins, ils seront garés en un endroit pleinement sécurisé et hors du champ d'inondation le soir et le week-end.

Des mesures permettant de limiter au maximum l'augmentation de la turbidité du cours d'eau et pourront être mises en place en complément du phasage des travaux : big-bags, installation de barrages filtrants...

Les emprises mises à nu par les terrassements seront végétalisées dès la fin des travaux (limitation du ravinement en cas de pluie).

La zone de dépôts provisoires de matériaux obtenus en déblais sera définie en commun accord entre le maître d'ouvrage, les partenaires institutionnels, le maître d'œuvre et l'entreprise en charge de la réalisation des travaux.